

Colombie

Le déplacement forcé, une autre face du conflit colombien p. 2

Témoignages

Une femme et un homme déplacés racontent. (Colombie) p. 2



Gaza

Une aide pour les habitants du camp de Maghazi p. 3

Eclairage

Reconstruction de Gaza: des promesses, mais pas de ciment p. 3

L'actualité en bref p. 4

L'agenda p. 4

Qui sommes-nous

Histoire • La CSS naît en 1937 lorsque des médecins suisses s'engagent aux côtés des républicains espagnols en lutte contre les fascistes. Elle organise des missions médicales en Yougoslavie pendant la Seconde Guerre mondiale, puis se montre très active auprès des civils victimes de la guerre du Vietnam.

Objectifs • Réduire les injustices sociales, politiques et économiques qui empêchent l'accès équitable, pour les populations pauvres et dominées, aux conditions nécessaires à une vie en santé.

Valeurs • La CSSR considère que le manque d'équité en termes de ressources pour lutter contre la maladie n'est pas une fatalité. Il est possible et nécessaire de résister aux pratiques prédatrices et dominatrices de certains pouvoirs politiques et économiques qui causent l'injustice.

Moyens • La CSSR se montre solidaire d'organisations locales qui travaillent pour un meilleur accès aux soins; elle soutient des projets sanitaires sur le terrain et dénonce en Suisse les injustices dont sont victimes les populations dominées.

Adresse

Centrale Sanitaire Suisse Romande
15, rue des Savoises
CH - 1205 Genève
tél./fax +41 22 329 59 37
info@css-romande.ch
www.css-romande.ch

Versements

CCP: 17-66791-8

Bulletin

Edition: Centrale Sanitaire Suisse Romande

Comité de rédaction:

Martine Barclay; Bastien Briand;
Claude Desimoni; Haile Melles;
Jean-Marc Richard; Ludovic Rossel

Conception et maquette: Olivier Pillonel

Tirage: 2300 exemplaires

Parution: quatre numéros par an

Edito

Engagement solidaire: la CSSR face aux défis d'aujourd'hui

La nécessité pour la CSSR d'agir politiquement aujourd'hui est un thème de débat récurrent au sein de la Centrale, notamment lors des sessions du comité. De par son histoire déjà longue, notre organisation a développé une tradition d'intervention médicale dans des contextes marqués par les conflits qui ont opposé, au XX^e siècle, des forces alors considérées comme progressistes à celles du fascisme puis du nazisme. Ce fut notamment le cas lors de l'aide apportée aux Républicains pendant la guerre civile espagnole, puis aux résistants yougoslaves vers la fin de la Seconde Guerre mondiale. Par la suite, durant les années de Guerre Froide, le soutien apporté au peuple vietnamien en lutte contre l'armée américaine fut à nouveau un choix politique clairement assumé.

Pourtant, depuis la chute du mur de Berlin et la dislocation de l'URSS, les choses sont devenues beaucoup moins claires. L'affrontement Est-Ouest dans un monde bipolaire a cédé la place à un conflit Nord-Sud larvé, parfois violent¹, où les dimensions économiques, nationalistes ou religieuses prennent généralement le pas sur les oppositions idéologiques d'autrefois. L'émancipation de nombreux pays d'Amérique du Sud de la tutelle étasunienne, la montée en puissance de l'Asie, la lutte planétaire pour le contrôle des ressources – notamment pétrolières – sont autant de facteurs nouveaux qui obligent à redéfinir le concept même d'action politique au plan international.

Dans ce contexte, la CSSR a fait et continue d'effectuer des choix qui, s'ils ne sont plus aussi aisément identifiables comme «politiques» qu'ils pouvaient l'être au

siècle passé, n'en constituent pas moins des actions cohérentes visant à soutenir certaines catégories de population en vue de leur émancipation et d'une maîtrise mieux assurée de leurs conditions de vie, en particulier dans le domaine médical. C'est le cas notamment des projets ayant pour objet de promouvoir la santé materno-infantile en Amérique Centrale et en Erythrée, comme de ceux qui visent à aider les Palestiniens à construire et faire vivre des infrastructures sanitaires constamment menacées par l'occupation israélienne². Aider des femmes à lutter contre les conséquences d'une idéologie et de pratiques machistes, ou d'une culture religieuse qui ne valorise que leur fonction reproductrice au détriment de leur santé, de leur épanouissement et de leur liberté, constitue, à mon sens, une action proprement politique, dans des sociétés où l'émancipation féminine constitue un ferment incontournable d'évolution sociale et de développement humain.

Ainsi, dans un environnement international nouveau, la CSSR continue d'œuvrer politiquement, dans le champ médical et sanitaire qui est le sien, à la libération de catégories sociales et de populations opprimées ou victimes d'agressions néo-coloniales. Ce qui s'inscrit clairement dans le droit fil de l'engagement qui a été le sien depuis sa création, il y a plus de 70 ans.

Claude Desimoni

¹ Guerres du Golfe, puis d'Irak, interventions de l'OTAN en Yougoslavie et en Afghanistan, agressions israéliennes au Liban et à Gaza, durcissement sans précédent des politiques anti-migratoires des pays occidentaux...

² Voir les documents relatifs aux projets soutenus par la CSSR, disponibles sur notre site web www.css-romande.ch

Colombie

Le déplacement forcé: une autre face du conflit colombien

En Colombie, des centaines de personnes sont déplacées chaque jour, fuyant la violence engendrée par le conflit civil. Par Aurélie Péter-Contesse

Depuis les années 1960, la Colombie est en proie à un conflit interne entre les groupes marxistes comme l'ELN et les FARC, les paramilitaires d'extrême droite, ainsi que le gouvernement. Lors de ces altercations, la population civile est fréquemment touchée, notamment quand il s'agit de prendre le contrôle d'une région ou d'un village. Dès lors, celle-ci se trouve souvent dans l'obligation de quitter sa maison, en raison de la violence des combats ou de l'appropriation des propriétés, ou encore par peur d'être recrutée de force. Elle risque aussi de se faire accuser de collaboration avec les autres parties belligères et d'être massacrée.

Selon l'association CODHES¹, plus de 4,2 millions de personnes (soit près de 10% de la population) ont été déplacées de force au cours des 20 dernières années. Le gouvernement lui n'en recense «que» 2,8 millions, ce qui correspond aux individus possédant le statut légal de déplacé.

Forcés de quitter leur maison, leurs terres, partant souvent juste avec ce qu'ils ont sur le dos, ces villageois perdent toute leur vie. Beaucoup se rendent dans les grandes

villes du pays, pleins d'espoir. Mais leurs perspectives d'avenir y sont très réduites: provenant de la campagne, souvent sans éducation, ils ne parviennent pas à trouver un emploi et un toit et finissent par errer dans les rues ou à vivre sous des abris de tôles. La population indigène, fortement touchée par ces déplacements, se retrouve dans un monde inconnu, où elle ne bénéficie d'aucun repère. Même si une aide étatique et une certaine couverture santé existent pour les déplacés reconnus, la majorité vit dans des conditions difficiles, encore aggravées par leur détresse psychologique: en plus d'avoir perdu tous leurs biens, il est fréquent que leur départ ait été motivé par l'assassinat ou la disparition d'un ou de plusieurs membres de la famille.

Malgré une situation politique qui, selon le gouvernement, s'améliore, l'année 2008 a connu le plus grand nombre de déplacements forcés depuis 1985. Janvier 2009 a compté 2 280 déplacés². Depuis mi-février, 73 personnes en situation de déplacement occupent un bâtiment à Bogotá et demandent que leur situation soit reconnue. Réussiront-elles à faire entendre leur cause?



Unicef HC09-0982 Jim Holmes



www.bbc.co.uk

Selon l'association CODHES, près de 10% de la population colombienne a été déplacée de force ces 20 dernières années.

¹ CODHES, Association colombienne de référence au sujet des droits de l'Homme et du déplacement forcé www.codhes.org

² Chiffres du journal El Tiempo (www.el tiempo.com)

Eclairage

Une femme et un homme déplacés témoignent...

«**N**ous souffrons, car nous n'avons pas de quoi nous faire une vraie maison. Nous payions un loyer pour vivre sous des tôles et ils nous ont mis dehors, car je n'avais pas d'argent pour payer. Alors je me suis fait ma propre maison en tôle. Deux familles y vivent, dix personnes au total. Que pouvons-nous faire, si nous ne pouvons pas rentrer? La guérilla désire que nos maris nous envoient dans leur campement pour cuisiner et faire le ménage. Comment voulez-vous qu'on y retourne, si l'on sait qu'ils nous menacent?

Je ne veux pas qu'ils tuent mes enfants, qu'ils me les prennent dans n'importe quel groupe, sans plus rien savoir de leur vie. Je préfère souffrir ici, sous cette tôle, plutôt qu'ils tuent mes enfants».

Jorge a 75 ans, et ne comprend pas comment l'on peut autant souffrir. Il a perdu son épouse, son fils aîné, sa ferme et sa santé. «Nous étions 15 dans notre maison. Ils ont tué mon fils aîné. Il est parti travailler et n'est jamais revenu. Ils l'ont tué. Ils ont persécuté l'autre, il a dû fuir.

Je souffre beaucoup trop, je n'étais pas riche mais j'avais de quoi vivre. J'avais ma ferme, du bétail, des poules (...). On avait de quoi manger, s'habiller et s'acheter des médicaments. Aujourd'hui, j'ai honte de l'expliquer, mais j'ai dû mendier du sucre pour prendre avec de l'eau. La tristesse me vient aux yeux. Je dois me faire opérer, j'ai déjà eu cinq opérations, tout en n'ayant rien à manger, en me serrant le ventre. Je dois payer trois mois de loyer, mais avec quoi les payer? Je ne sais plus où aller».

Extraits de témoignages recueillis par BBC World **APC**

Gaza

Une aide pour les habitants du camp de Maghazi

Nos activités en Palestine:
www.css-romande.ch/palestine

Plus de 24 000 personnes vivent à Maghazi, camp de réfugiés dans lequel la CSSR a fourni une aide d'urgence après les bombardements israéliens du début de l'année. Par Aurélie Péter-Contesse

Emue et indignée par les événements survenus à Gaza, la CSSR a envoyé une modique aide d'urgence, afin de soutenir la population touchée. Contact a été pris avec un journaliste et universitaire de la bande de Gaza, qui a proposé de distribuer des colis d'alimentation de base à la population vivant dans le camp de Maghazi.

Situé au centre de la bande, ce camp a été établi en 1949 et abritait à l'origine 9 000 réfugiés palestiniens. À son arrivée, la population fut abritée sous des tentes, progressivement remplacées par des bâtiments en ciment, mais la population vit toujours dans une grande précarité. Suite à la 2^e Intifada et la fermeture de Gaza qui s'ensuivit, la majorité de la population, qui travaillait par le passé en Israël, se retrouva sans ressources et fortement dépendante de l'aide internationale. Au niveau sanitaire, Maghazi dispose d'un centre de santé et d'une clinique dentaire, offrant des services de base, mais il n'existe aucun hôpital dans les environs immédiats du camp.

Fin janvier 2009, la CSSR décida d'envoyer

9 000 francs pour financer l'achat de colis alimentaires. Dans ce but, notre correspondant acheta du riz, du sucre, des lentilles, de l'huile... et les distribua à 130 familles dans le besoin, indépendamment de leur affiliation politique. Début février, au vu du succès de la première opération et des nécessités sur place, il fut décidé d'envoyer une seconde somme, d'un montant similaire.

Lors de la première distribution, notre contact et ses collaborateurs se retrouvèrent dans une position inconfortable, car ils refusaient de distribuer à leurs connaissances des colis destinés aux plus démunis. Lors de la seconde aide, ils adoptèrent une autre méthode, donnant la possibilité à 183 ménages de se rendre au marché avec un avoir, afin de choisir eux-mêmes les produits dont ils avaient le plus besoin. Lors de cette distribution, des représentants du Ministère de l'intérieur contrôlé par le Hamas questionnèrent notre partenaire sur ces activités et contrôlèrent la liste des bénéficiaires. L'aide ne fut pas confisquée, mais ils exigèrent que, si une autre action était mise en place, celle-



L'aide de la CSSR a permis à 313 familles dans le besoin de recevoir des denrées alimentaires.

ci soit coordonnée avec le Hamas.

Face à la forte demande en aide humanitaire, notre partenaire aurait souhaité disposer d'un montant plus élevé. Mais grâce à ce soutien ponctuel, 313 familles ont vu leur existence facilitée, au moins pour quelques jours.

1 «Record donor pledges to Palestinians raise questions» (2009), Reuters, www.reuters.com

2 «Rice is aid, pasta is not» (2009), M.Frykberg, The Electronic Intifada, <http://electronicintifada.net>

3 United Nations Relief and Works Agency

4 «Gaza n'a pas vu la couleur de l'argent de la reconstruction» (2009), Le Journal du Dimanche, <http://www.lejdd.fr>

Eclairage

Reconstruction de Gaza : des promesses, mais pas de ciment Par Bastien Briand

Suite à la conférence internationale pour Gaza tenue à Sharm-el-Sheikh, les bailleurs affichent leurs contributions pharaoniques, si bien que l'on dénombre aujourd'hui difficilement le nombre de milliards de dollars promis à la cause. En coulisse, les diplomates doutent de la crédibilité des chiffres avancés, ils relèvent l'imprécision des programmes et les divergences sur les modalités d'aide parmi les pays et organisations internationales¹. A l'heure des tentatives de réconciliation nationale, le financement promis devrait assurer une mainmise à

l'Autorité palestinienne de M. Abbas en évitant que l'aide parvienne aux organisations considérées comme proches du Hamas.

Si les effets d'annonce se multiplient, la situation à Gaza a peu changé depuis la fin de l'opération «plomb durci». Le Gouvernement israélien maintient son bouclage. Seuls environ cent camions franchissent chaque jour la frontière, ce chiffre reste en deçà de la moyenne de cinq cents convois avant la prise de pouvoir du Hamas et le bouclage de Gaza². Les marchandises autorisées à entrer sont plus que jamais

restreintes. Des camions de pâtes ont attendu plusieurs jours à la frontière lorsque le Gouvernement israélien ouvrait un débat sémantique, avançant que les pâtes ne sont pas des denrées de première nécessité. À côté de l'alimentaire, le passage de produits comme le ciment ou les engrais reste rare. Les efforts de reconstruction demeurent donc vains dans un contexte de pénuries multiples. Le 1^{er} mars, le vice-directeur de l'UNRWA³ constatait «Les combats ont cessé depuis deux mois et nous n'avons pas pu remplacer une seule vitre ni une seule porte.»⁴

Fédérations

La FEDEVACO souffle 20 bougies

En 1989, une vingtaine d'organisations actives dans la coopération au développement, ayant leur siège ou une section dans le canton de Vaud, unissent leurs forces: c'est la naissance de la FEDEVACO (Fédération vaudoise de coopération). L'objectif principal était de rassembler les forces vives du canton afin d'ouvrir de nouveaux canaux de financement à des projets dans les pays du Sud et de l'Est. L'aventure débute en 1993 avec la professionnalisation du secrétariat, assuré jusque-là à tour de rôle par les associations membres. Commence un travail de conviction et d'argumentation auprès des collectivités publiques du canton.

En 20 ans d'activité, la FEDEVACO – organisation faitière regroupant aujourd'hui 38 ONG – a permis la réalisation de près de 600 projets de développement: éducation et formation professionnelle, développement rural, santé, emploi et activités génératrices de revenus. En 2008, plus de 2 millions de francs, soit quatre fois plus qu'en 1998, ont été attribués par les collectivités publiques (communes, État de Vaud et DDC1) aux projets de ses membres.

Au-delà des chiffres, ce bilan témoigne à lui seul de l'utilité du regroupement des forces solidaires: ensemble, elles ont plus de poids et peuvent influencer de façon significative les politiques publiques en la matière. En définitive, ce succès est à mettre au compte de tous les membres de la Fédération et de la trentaine de personnes qui s'engagent bénévolement dans ses diverses instances.

En cette année 2009 qui marque son 20^e anniversaire, la FEDEVACO organise plusieurs manifestations publiques, notamment les premières Assises vaudoises de la coopération au développement, et une fête interculturelle. Ces deux événements auront lieu respectivement les jeudi 4 juin et samedi 26 septembre au Casino de Montbenon à Lausanne et sont ouverts à toutes les personnes intéressées.

*Extrait du communiqué de Maxime Gindroz chargé d'information à la FEDEVACO.
www.fedevaco.ch*

Projets

Visite de terrain en Palestine

Deux représentants du secrétariat se sont rendu en Palestine du 24 mars au 5 avril avec une bénévoles maîtrisant la langue locale. Cette équipe a rencontré des représen-

tants d'organisations civiles et sanitaires en Cisjordanie. La demande d'entrée à Gaza lui fut refusée par l'armée israélienne malgré le soutien actif de la DDC. Un compte-rendu de visite sera publié prochainement.

Cuba

Echange pédiatrique en partenariat avec mediCuba

MediCuba met à profit ses relations privilégiées avec les professionnels cubains de la santé pour étendre l'échange de connaissances et d'expériences médicales. Quatre pédiatres suisses se sont rendus à Cuba en avril 2008 pour un premier échange perçu des deux côtés comme utile et enrichissant. Ces activités s'intensifieront donc en 2009; objectif: systématiser le dépistage de la dysplasie de hanche des nourrissons, grâce au partage de connaissances et à l'apport d'un appareil d'échographie et de matériel de formation. Le Dr. Jean-Pierre Guignard prend part à cette mission et poursuivra son enseignement en néphrologie et pharmacologie pédiatrique et néonatale auprès de plusieurs hôpitaux cubains. Des cours de thérapie respiratoire figurent aussi au programme. La CSSR a apporté une contribution de 20 000 francs à ce projet dont un prochain article dressera le bilan.

Erythrée

Un projet pilote de prévention de la fistule obstétricale

La fistule obstétricale est la constitution d'une communication anormale entre la vessie et le vagin ou entre la vessie et le rectum survenant à la suite d'un accouchement prolongé, quand une femme n'obtient pas une césarienne nécessaire. Les femmes touchées endurent un flux incontrôlé d'urine et de selles et se trouvent mises au ban de la société. Ce phénomène est alarmant en Afrique sub-saharienne, notamment en Erythrée, où le taux de mutilation génitale est parmi les plus élevés au monde et accentue encore le problème. La CSSR a décidé de soutenir le programme de prévention de la fistule mené par l'Union nationale des femmes érythréennes, une association proche du Gouvernement, qui bénéficie d'un ancrage dans les communautés rurales. Ce programme assurera la formation de 90 travailleuses communautaires en milieu rural. Il permettra de mieux identifier les causes et les moyens de prévention de la fistule. À la suite de ce programme de deux mois, la CSSR évaluera le travail effectué, en vue d'une extension de son soutien à une campagne de prévention nationale.

A lire

La CSSR écrit dans la revue d'Ingénieurs du Monde

Ingénieurs du Monde a convié la CSSR à sa semaine thématique intitulée «L'accès aux médicaments: le fossé Nord-Sud». La commission information y a tenu un stand pour présenter ses recherches et faire connaître notre association. Un article présentant la CSSR et le travail de la commission information figure également dans le dernier numéro de *Point Sud*, la revue d'Ingénieurs du Monde.

<http://idm.epfl.ch>

Une série d'articles sur la santé en Palestine

La revue médicale *Lancet* publie une série d'articles et de commentaires consacrés à la santé dans les Territoires occupés qui analysent la problématique sous différents aspects. Certains articles explicitent les déterminants politiques qui affectent la santé publique et les institutions sanitaires. D'autres contributions se concentrent sur des thèmes tels que la santé materno-infantile, les maladies cardiovasculaires et chroniques ou la situation sanitaire des populations réfugiées en dehors des territoires. Cette série est le fruit d'une collaboration entre des acteurs sanitaires palestiniens, des agences onusiennes et des institutions académiques européennes.

Série «Health in the Occupied Palestinian Territory» (en anglais), en téléchargement libre (inscription en ligne nécessaire).

www.thelancet.com/series

Fonctionnement interne

Assemblée Générale

Vous êtes invité à notre A.G. le samedi 23 mai à 10h00 - Maison des Associations (Genève), salle Chico Mendes. Elle sera suivie d'un repas en commun (confirmez votre présence!)

Adresse et plan d'accès: www.lafea.org/contacts

La CSSR cherche un(e) trésorier(ère)

Vous êtes intéressé à devenir notre trésorier(ère) bénévole... ?

Alors contactez-nous!